## LA LOI SUR LA SANTÉ, LE LOGEMENT ET L'ÉTAT DES FINANCES DU PAYS AU MENU DE SA RÉUNION

# Le gouvernement prépare sa rentrée

***Après le retour de congé de l'ensemble des membres du gouvernement, Abdelmalek Sellal lance la rentrée de l'exécutif lors de sa dernière visite, jeudi à Constantine. Auparavant, il avait présidé un Conseil ministériel restreint consacré aux rentrées scolaire, universitaire et du secteur de la formation professionnelle. Mais le véritable retour au travail pour l'ensemble de l'exécutif, dans sa nouvelle composante n'aura lieu que ce mercredi 26 août avec la réunion du gouvernement.***

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -** Cette toute première réunion de la rentrée se penchera, selon une source gouvernementale, sur quelques dossiers lourds, dont celui de la loi sur la santé, prévue en seconde lecture. «Il s'agit de la seconde mouture de cet avant-projet dont la première mouture avait été préparée en 2010», nous confie-t-on. Le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, présentera donc, ce mercredi, la mouture qui devrait, enfin, permettre d'assainir un secteur constamment secoué par des scandales et des problèmes dénoncés aussi bien par le simple citoyen, les spécialistes et travailleurs du secteur et par le ministre lui-même.

Lors de cette même réunion du gouvernement, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune présentera une communication exhaustive sur son secteur. «Comme tout le monde le sait, ce secteur est d'une extrême importance au triple plan social, économique et politique. Les attentes sont énormes, les investissements de l'Etat sont gigantesques mais, depuis quelques mois, une nouvelle donne s'en mêle et qui oblige une nouvelle approche : la chute des prix des hydrocarbures», nous explique notre source. Le gouvernement ne peut plus ne pas être regardant sur les dépenses, en dépit des affirmations répétées des différents responsables. En même temps, il ne veut aucunement risquer la moindre étincelle sur le front social, son unique et véritable souci majeur depuis 2011. Une difficile équation à résoudre, entre les besoins, les dépenses et les capacités réelles du pays, de plus en plus amoindries par l'érosion permanente qui frappe les recettes en devises, tirées exclusivement par les exportations des hydrocarbures.

Et pour mettre les membres du gouvernement au parfum de la situation réelle, Abdelmalek Sellal a chargé son ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, de présenter, lors de la réunion de mercredi prochain, une communication détaillée sur l'état des lieux. De la sorte, tout le monde sera amené à se faire une idée précise sur la marge de manœuvre dont il dispose.

Photo : NewPress

Abdelmalek Sellal.

«La situation est déjà difficile et le sera davantage encore pour les mois à venir. Nul ne peut plus se permettre des folies dans son secteur, comme ces dizaines de projets ou des festivités de prestige, les fastes dans de grandes cérémonies, les missions et leurs délégations pléthoriques à l'étranger etc.». Bref, rien ne sera plus comme avant. A signaler enfin que deux autres ministres, celui de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb et son homologue du Travail, Mohamed El Ghazi présenteront, chacun, un texte d'application concernant «les normes et les mesures» pour l'un, et la Cnas, pour l'autre.

**K. A.**

## EN VUE D'UNE SORTIE DE CRISE

# Sifi appelle le pouvoir à discuter avec l'opposition

***Pour l'ancien chef de gouvernement, Mokdad Sifi, le pouvoir actuel en Algérie a deux possibilités pour une sortie de crise : changer le système ou se décider à discuter avec l'opposition pour mettre en place un plan de sauvetage. Dans le cas contraire, prévient-il, l'Algérie risque de connaître le même sort qu'ont connu les autres dictatures.***

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -** Où va l'Algérie ? «Droit à la catastrophe si rien ne change» selon la déclaration de Mokdad Sifi, l'ancien chef de gouvernement de 1994 à 1995. Intervenant hier lors d'une conférence de presse au quotidien *El Hiwar* sur la situation actuelle de l'Algérie, Sifi estime que la solution à la crise du pays demeure entre les mains du pouvoir. Comment ? L'intervenant a expliqué que si le pouvoir poursuit sa politique de l'ignorance envers l'opposition et celle du dénigrement de la population, il connaîtra le même sort qu'ont déjà connu les autres dictatures et c'est le citoyen qui paiera malheureusement de sa vie cette politique. Cependant, dit-il, si «par magie, ce pouvoir comprend enfin que sa politique ne l'emmènera nulle part à part vers la catastrophe et les drames, alors il décidera de s'assoir autour d'une table avec l'opposition pour tracer un plan économique de sauvetage en mobilisant les citoyens». Pour l'ancien chef de gouvernement Zeroual, le pouvoir, pour sauver ce qui reste, n'a pas d'autres choix que ces deux alternatives : changer le système ou discuter avec l'opposition. Selon lui, l'heure n'est pas aux bilans car tout le monde est au fait de la situation que nous vivons. «Il y a quelques années nous avons eu besoin de faire un bilan, mais aujourd'hui nous n'avons pas besoin d'analyses d'experts pour comprendre notre vécu. J'ai déjà déclaré en 1999 que si nous poursuivons cette politique de gestion elle nous mènera directement vers la catastrophe», a-t-il rappelé.

Photo : DR

Mokdad Sifi.

La situation actuelle de l'Algérie est-elle la même que celle des années 1990 ? «Ce qui est arrivé dans les années quatre-vingtdix était le résultat d'une mauvaise gestion, mais ce qui arrive aujourd'hui est le résultat d'une mauvaise gouvernance qui date depuis 1996», a souligné le conférencier qui estime que la comparaison s'arrête à ce niveau.

Aujourd'hui, dit-il, avec 160 milliards de dollars de réserves de changes, nous avons des moyens plus importants, «mais pouvons-nous mobiliser la population comme nous l'avons fait dans le passé ?», s'interroge-t-il. La réponse est très simple : «Non». «En 1994, le président Zeroual a proposé un pacte aux Algériens pour préserver le pays du terrorisme et le message est passé, aujourd'hui pouvons-nous faire passer un tel message ?, j'en doute fort», dit-il. Selon lui, le nombre des Algériens qui était de 29 millions en 1999 a atteint les 39 millions en 2014 dont près de 20 millions sont des jeunes. Cette jeunesse qui a perdu espoir, dit-il, n'acceptera jamais une politique d'austérité après une décennie caractérisée par la distribution de la rente.

«Le gouvernement ne réussira pas à unir les Algériens comme ce fut le cas en 1990, il possède plus de moyens certes, mais il n'a aucun projet de société à proposer. Or, la seule leçon que nous pouvons retenir de 1994, c'est l'importance de gagner la confiance du peuple et de lui proposer un projet basé sur la démocratie», estime Mokdad Sifi, qui affirme que l'Algérie est incapable de faire face à un nouveau choc.

**S. A.**

## FORTEMENT SOLLICITÉ ET PLUS ALIMENTÉ DEPUIS QUELQUES MOIS

# Que restera-t-il du Fonds de régulation des recettes ?

Les prix du pétrole ont encore baissé vendredi dernier à New York, le marché ne trouvant aucune raison de rebondir vu la surabondance de l'offre. Le cours du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en octobre a perdu 87 cents à 40,45 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), après avoir touché 39,86 dollars, au plus bas depuis février 2009. Poursuivant ainsi sa chute, la remontée des prix de l'or noir n'est visiblement pas pour demain.

Cette situation met davantage sous pression le Fonds de régulation de recette (FRR), déjà fortement sollicité, l'exercice écoulé, pour combler le déficit budgétaire. Pis, les prix de l'or noir s'approchant des plus bas niveaux, le FRR, créé en 2000, à l'image de ce qui se fait déjà au Qatar, en Arabie Saoudite, au Koweït ou en Norvège n'est plus alimenté. Créé en grande pompe par le président Bouteflika, ce fonds censé remplir plusieurs objectifs, entre autres, boucher les déficits budgétaires et constituer des réserves sonnantes et trébuchantes pour les générations futures, n'a jamais été autant impacté comme ces derniers mois. Et doublement. Et la question qui se pose d'elle-même est de savoir combien de temps résistera le FRR ? Si, il y a quelques mois, le gouvernement qui tablait sur un baril de 60 dollars, le FFR devrait supporter les conséquences de ce choc pétrolier durant 24 mois, selon les experts. Or, avec ce rythme, il ne tiendrait que quelques mois.

«La loi de finances pour 2015, en réalité, se base sur un cours de 110/115 dollars le baril (37 dollars étant un artifice comptable peu réaliste)», note l'expert Abderrahmane Mebtoul. Et d'ajouter que «sur la base d'un cours de 60 dollars le baril, le Fonds de régulation des recettes au rythme de la dépense actuelle devrait s'épuiser dans 24 mois et à un cours entre 60-70 dollars dans 36 mois, d'où l'importance d'une rationalisation des choix budgétaires pour éviter une dérive économique qui entraînerait forcément de fortes tensions sociales», soutient-il. Actuellement, la baisse des prix de l'or noir a fait chuter l'excédent de la fiscalité pétrolière qui représente le différentiel entre les recouvrements réels et ceux versés au budget de l'Etat. Les chiffres donnent le tournis : le financement du déficit du Trésor par le FRR est passé de 91,5 milliards de dinars en 2006 à 2 283,2 milliards de dinars en 2012, pour atteindre les 2 965,6 milliards de dinars en 2014. A ce rythme, les ressources du Fonds risquent d'être épuisées à très court terme, selon les experts. Et comme un malheur ne vient jamais seul, l'Algérie importe la même valeur que celle de toutes ses exportations. Les importations, qui ont avoisiné les 60 milliards de dollars équivalent au montant des exportations…

**Salah B.**